



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 205
(Privé)

Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull

Présentation

Présenté par
M. John Kehoe
Député de Chapleau

Éditeur officiel du Québec
1986

Projet de loi 205 (Privé)

Loi concernant la Commission scolaire de Outaouais-Hull

ATTENDU que la Commission scolaire de Outaouais-Hull a juridiction sur la municipalité scolaire de Outaouais-Hull et est au droit de la Commission des écoles catholiques de Hull aux termes de la Loi concernant le regroupement et la gestion des commissions scolaires (1971, chapitre 67), cette dernière étant elle-même au droit de Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull aux termes de la Loi concernant Les commissaires d'écoles catholiques de la cité de Hull (1952-1953, chapitre 115),

(Ci-après appelée la « Commission »);

Que la Commission occupe depuis de nombreuses années les lots CENT QUATRE-VINGT-NEUF, CENT QUATRE-VINGT-DIX, CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, CENT QUATRE-VING-SEIZE, DEUX CENT VINGT ET UN, DEUX CENT VINGT-DEUX, DEUX CENT VINGT-SEPT, DEUX CENT VINGT-HUIT, DEUX CENT CINQUANTE-TROIS, DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE, DEUX CENT CINQUANTE-NEUF et DEUX CENT SOIXANTE (189, 190, 195, 196, 221, 222, 227, 228, 253, 254, 259 et 260) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances,

(Ci-après appelés l'« immeuble »);

Que la Commission a toujours occupé publiquement, de façon continue, non équivoque et paisible l'immeuble à titre de propriétaire;

Qu'au cours de l'an 1900, le bureau de la division d'enregistrement de Hull et les documents y déposés ont été détruits par un incendie;

Qu'au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, mis en vigueur le 28^{ième} jour de septembre 1882, les Révérends Pères Oblats sont inscrits comme propriétaires de l'immeuble;

Qu'au nouveau cadastre mis en vigueur le 18 novembre 1961 suite à la révision cadastrale, la Commission y apparaît comme propriétaire de l'immeuble;

Qu'en raison de l'incendie, il n'existe plus aucun des documents établissant le lien entre les Révérends Pères Oblats et la Commission et, de par le fait même, le titre de la Commission;

Que plusieurs obligations hypothécaires maintenant radiées et prescrites apparaissent aux index aux immeubles concernés avoir été consenties depuis l'incendie par la Commission;

Qu'en raison de l'absence de documents antérieurs à l'incendie, il est impossible de déterminer si la Commission avait ou n'avait pas le pouvoir nécessaire à l'acquisition de l'immeuble au sens des lois qui la régissent et l'ont régie dans le passé;

Qu'il pourrait s'élever des doutes quant aux pouvoirs et à la capacité de la Commission lors de l'acquisition ou pour une éventuelle vente et qu'il est dans l'intérêt public que tout doute à cet effet soit écarté;

Que de façon non exhaustive les problèmes suivants, en sus, ressortent des actes ci-après énumérés lesquels actes sont portés aux index aux immeubles concernés à savoir:

a) Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull sont parfois désignés comme étant Les commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Hull;

b) Absence de preuve et de mention d'autorisation par le lieutenant gouverneur en conseil agissant sur la recommandation du Surintendant de l'instruction publique à l'égard de Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull, erreur dans les dimensions du lot vendu en l'occurrence le lot CENT QUATRE-VINGT-NEUF (189) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, et absence de mentions quant au statut et au régime matrimonial de Joseph Séguin à l'acte de vente entre Les commissaires d'écoles de la municipalité de la cité de Hull et Joseph Séguin reçu devant M^e Paul T. Desjardins, notaire, le 21 mai 1900 sous le numéro 5 022 de ses minutes et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 68;

c) Absence de mentions quant au statut et au régime matrimonial du vendeur Joseph Séguin au bordereau de vente auquel Marie Louise

Caron comparaît devant M^e Edgar Laberge, notaire, le 18 mars 1911, lequel bordereau fut enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 17 467 et par lequel Marie Louise Caron déclare que Joseph Séguin lui a vendu le lot CENT QUATRE-VINGT-NEUF (189) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, par acte de vente reçu devant le même notaire le 15 mars 1911;

d) Absence de preuve et de mention d'autorisation par le lieutenant-gouverneur en conseil agissant sous la recommandation du Surintendant de l'instruction publique pour l'acquisition du lot CENT QUATRE-VINGT-NEUF (189) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, par Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Hull, à l'acte de vente en faveur de cette dernière consenti par Marie Louise Caron et reçu devant M^e Edgar Laberge, notaire, le 18 mars 1911 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 17 468;

e) Enregistrement d'un acte de vente par Charles Bélanger en faveur de Guillaume Barette reçu devant M^e N. Tétreau, notaire, le 4 août 1900 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 333 relativement à la demie nord du lot DEUX CENT VINGT-DEUX (222) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, avec droit de réméré en faveur du vendeur et à charge d'une rente annuelle de 7,50 \$ payable à Damien Richer. Il y a de plus absence de mentions quant au statut et régime matrimonial des intervenants à l'acte;

f) Enregistrement d'un acte de vente par Charles Bélanger en faveur de Charles Boulet reçu devant M^e N. Tétreau, notaire, le 4 août 1900 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 1883 relativement à la demie nord du lot DEUX CENT VINGT-DEUX (222) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, avec droit de réméré en faveur du vendeur et à charge d'une rente annuelle de 7,50 \$ payable à Damien Richer. À cet acte est intervenu Guillaume Barette lequel déclare consentir à la rétrocession vu l'exercice du droit de réméré prévu en faveur du vendeur à l'acte enregistré sous le numéro 333. Il y a de plus absence de mentions quant au statut et au régime matrimonial des intervenants à l'acte;

g) Absence de radiation des droits, privilèges et hypothèques en faveur de Crédit Foncier Franco Canadien ou ses successeurs aux termes d'un avis de renouvellement par cette dernière reçu devant M^e Henri Pépin, notaire, le 25 août 1900 relativement à l'acte d'obligation garantie par hypothèque reçu devant M^e J.A. Malo le 19 octobre 1897 et déclaré enregistré au bureau de la division d'enregistrement du comté de Wright sous le numéro 880 et un autre acte d'obligation reçu devant M^e J.A.

Malo, notaire, le 9 mars 1897 et déclaré enregistré au bureau de la division d'enregistrement du comté d'Ottawa sous le numéro 365 et aux termes des actes ci-haut mentionnés affectant les lots DEUX CENT CINQUANTE-NEUF, DEUX CENT CINQUANTE-SEPT, DEUX CENT VINGT-SEPT, DEUX CENT VINGT-HUIT, DEUX CENT CINQUANTE-TROIS et DEUX CENT SOIXANTE (259, 257, 227, 228, 253 et 260) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV;

h) Enregistrement d'un acte de donation relativement à la demie sud du lot DEUX CENT VINGT-SEPT (227) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, par Fabien Soulière et Angèle Courville en faveur de Irène Soulière, épouse de Émile Chartrand, reçu devant M^e François A. Binet, notaire, le 20 juin 1931, enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 63 813;

i) Validité d'un acte de rectification entre Émile Chartrand, son épouse Irène Soulière parties de première part et Lorenzo Soulière et Georges Hector Soulière parties de deuxième part, ces deux derniers déclarant être légataires universels des donateurs à l'acte enregistré sous le numéro 63 813 lequel acte de rectification fut reçu devant M^e Henri Desrosiers, notaire, le 21 avril 1936 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 69 729 par lequel les parties déclarent qu'à l'acte 63 813 l'immeuble donné a été erronément décrit comme étant la demie sud du lot DEUX CENT VINGT-SEPT (227) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, alors que l'immeuble donné est plutôt la demie sud du lot DEUX CENT VINGT-NEUF (229) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV;

Que des pourparlers et ententes ont présentement cours relativement à l'aliénation de l'immeuble;

Que dans l'intérêt public et pour favoriser cette aliénation ou toute autre transaction, il y a lieu de statuer sur le titre de l'immeuble ci-avant décrit;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIVIT:

1. La Commission scolaire de Outaouais-Hull est réputée avoir acquis avant le 26 avril 1900 par titre onéreux et de bonne foi avec toutes les autorisations nécessaires et détenir pareillement depuis la même date mais à compter du 18 mars 1911 en ce qui a trait au lot 189 du cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, libre de toute charge, privilège et hypothèque, l'immeuble suivant, à savoir:

DÉSIGNATION

Les lots CENT QUATRE-VINGT-NEUF, CENT QUATRE-VINGT-DIX, CENT QUATRE-VINGT-QUINZE, CENT QUATRE-VINGT-SEIZE, DEUX CENT VINGT ET UN, DEUX CENT VINGT-DEUX, DEUX CENT VINGT-SEPT, DEUX CENT VINGT-HUIT, DEUX CENT CINQUANTE-TROIS, DEUX CENT CINQUANTE-QUATRE, DEUX CENT CINQUANTE-NEUF et DEUX CENT SOIXANTE (189, 190, 195, 196, 221, 222, 227, 228, 253, 254, 259 et 260) au cadastre de la cité de Hull, Quartier IV, avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, ci-après appelés l'«immeuble».

2. Il est ordonné au registrateur de la division d'enregistrement de Hull de radier toute charge, privilège et hypothèque affectant l'immeuble ou dont mention est faite aux actes portés aux index aux immeubles concernés de même qu'à ces index aux immeubles depuis le cadastre jusqu'à ce 24^{ième} jour de février 1986 et rayer toute entrée incompatible avec l'article 1 et notamment l'acte de vente par Charles Bélanger en faveur de Guillaume Barette reçu devant M^e N. Tétreau le 4 août 1900 et enregistré au bureau d'enregistrement de Hull sous le numéro 333 et l'acte de vente par Charles Bélanger en faveur de Charles Boulet reçu devant M^e Tétreau, notaire, le 4 août 1900 et enregistré au bureau de la division d'enregistrement de Hull sous le numéro 1883.

3. Une copie conforme du dispositif de la présente loi doit être enregistrée par dépôt.

4. La présente loi entre en vigueur le (*insérer ici la date de la sanction de la présente loi*).